

URSS

Jacques Le Cacheux,

Département des études de l'OFCE

Tant par sa taille — superficie, nombre d'habitants — que par sa puissance — économique, militaire —, l'Union soviétique surpasse de très loin l'ensemble des autres pays de l'Europe de l'Est. Son évolution économique et politique présente, de ce fait, des enjeux sans commune mesure avec ceux de la transformation actuelle des économies des anciens « pays frères ». Puissance régionale et mondiale, la « patrie du socialisme réel » a longtemps été la gardienne de l'orthodoxie, freinant ou empêchant les réformes dans les systèmes économiques et politiques des pays qui, jusqu'à peu, n'en étaient que les « satellites » ; depuis l'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev en 1985, elle a, au contraire, eu un rôle d'impulsion décisif dans le processus de réformes, même si les transformations internes de son économie et de son système politique semblent aujourd'hui bien en retrait de ce que l'on observe depuis quelques mois dans les pays voisins. Par atavisme historique ou par nécessité, l'Union soviétique a fait le choix d'une « réforme radicale modérée », qui n'entend pas rompre avec le socialisme, mais en améliorer le fonctionnement. Elle se trouve, dès lors, dans une situation singulière puisqu'à l'incertitude sur les évolutions de court terme qu'a introduite partout le processus de réformes, s'ajoutent une incertitude plus fondamentale sur la nature du système vers lequel doit conduire la transformation en cours et des aléas considérables sur le devenir du système politique. Économiquement affaiblie par la désorganisation qu'a engendrée une série de réformes hésitantes et de demi-mesures, l'Union soviétique est aujourd'hui menacée d'éclatement.

Principales caractéristiques de l'économie soviétique

Plus étendue que la Chine (9 572 900 km²) et les États-Unis (9 372 571 km²), avec un territoire de 22 275 700 km² (non comprise la surface des eaux intérieures) — soit plus de quarante fois la superficie de la France métropolitaine —, dont un quart seulement est situé en Europe, le reste en Asie, l'Union soviétique est une économie-continent. En revanche, 71 % de sa population — sur un total de 289 millions d'habitants (troisième pays du monde, après la Chine et l'Inde, respectivement 1,1 milliard d'habitants et 836 millions, devant les États-Unis, 249 millions), soit plus de cinq fois la population de la France et environ deux fois celle des pays d'Europe de l'Est membres du CAEM — vit dans la partie européenne, dont la densité moyenne est de 37,4 habitants au km², contre 4,9 dans la partie asiatique, la densité

moyenne de l'ensemble étant de 12,9 habitants au km² (103 en France) ⁽¹⁾. Cette population est relativement jeune — les moins de 15 ans représentent 25,5 % du total, contre 24 % en moyenne dans l'Europe de l'Est et 18 % en Europe occidentale. Dans la partie européenne de l'Union, cependant, on enregistre un vieillissement rapide de la population.

1. Indicateurs démographiques

| | Population en millions | - 15 ans en % | + 65 ans en % | Taux de mortalité infantile (a) | Taux de mortalité (b) | Taux de natalité (b) |
|------|------------------------|---------------|---------------|---------------------------------|-----------------------|----------------------|
| 1970 | 242,8 | — | 13 (c) | 24,4 | 8,2 | 18 |
| 1989 | 289 | 25 | 9 | 25 | 10 | 20 |

Superficie : 22 402 000 km²

Densité (1989) : 12,9 habitants / km²

(a) pour 1 000 naissances.

(b) pour 1 000 habitants.

(c) + de 60 ans.

Source : INED, *Population et sociétés*.

Le taux d'activité de la population totale est très élevé — comparé à ceux des pays développés — et a été croissant au cours des dernières décennies. Ceci s'explique, pour partie, par de forts taux d'activité féminins et par la participation à la population active de nombreux retraités ⁽²⁾. Malgré un exode rural massif, la part de l'emploi agricole dans l'emploi total demeure beaucoup plus élevée qu'à l'Ouest, tandis que celle des services, sensiblement supérieure à celle observée dans les économies d'Europe orientale, est bien en deçà de celle qui caractérise les pays développés ⁽³⁾.

Politiquement, l'Union soviétique a une structure fédérale complexe. Etant donné la menace d'éclatement qui pèse actuellement sur cet ensemble hétéroclite avec les velléités d'indépendance plus ou moins complète manifestées par les différentes républiques, il convient de

(1) A titre de comparaison, la Communauté européenne (CE, à douze) a une superficie de 2 263 158 km² (environ 10 % du territoire soviétique) ; en 1989, sa population était de 325,3 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 143,7.

(2) L'âge de la retraite est relativement bas : 55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes. Les pensions de retraite sont d'un montant faible (en moyenne 94 roubles par mois en 1989, ce qui représente environ 40 % du salaire mensuel moyen).

(3) La répartition de la population active varie considérablement selon les sources. Les chiffres cités dans le texte sont ceux du FMI, alors que le CEDUCEE (tableau 3) estime, d'après des sources nationales, à 18,5 % la part de l'emploi agricole dans l'emploi total.

**2. Structure de la population active
(en % du total)**

| | 1960 | 1980 | 1988 |
|---|----------|----------|----------|
| Agriculture | 41,3 | 23,6 | 21,7 |
| Industrie | 20,5 | 25,0 | 24,6 |
| Autres | 38,2 | 51,4 | 53,7 |
| Total | 100 | 100 | 100 |
| Part de la population active dans la population totale en % | 47,5 (a) | 51,7 (b) | 56,7 (c) |

(a) pour 1959.

(b) pour 1979.

(c) estimations d'après des sources nationales.

Source : FMI, *World Economic Outlook*, mai 1990, et BIT (part de la population active).

donner quelques précisions géographiques (tableau 3). Par sa superficie — 17 075 400 km², soit 76,7 % du territoire de l'Union — et par sa population — 147,4 millions d'habitants, soit 53,8 % du total —, la République fédérale de Russie, elle-même constituée de 16 républiques autonomes, 5 régions autonomes et 10 arrondissements autonomes, a un poids prépondérant dans l'économie soviétique (produisant environ 60 % du produit matériel net de l'Union). Vient ensuite l'Ukraine — 51,7 millions d'habitants, soit 18 % du total, sur une superficie de 603 700 km², soit seulement 2,7 % de la surface totale —, qui compte pour près de 17 % du PMN total. Les autres républiques représentent toutes des fractions du PMN inférieures à 5 %, même si certaines sont fort étendues — le Kazakhstan occupe une superficie de 2 717 300 km², soit 12,2 % du territoire de l'Union, avec une population de 16,5 millions d'habitants, soit 5,8 % du total —, ou fort peuplées — les densités de population les plus élevées sont en Moldavie (128,8 habitants au km²), en Arménie (110,1), en Ukraine (85,6), en Azerbaïdjan (81,2) et en Georgie (78,2). Ces différences démographiques et économiques, reflètent de spécialisations et de niveaux de développement très divers, se traduisent par une dispersion considérable des revenus moyens par tête : alors qu'en 1988, le PMN par habitant s'élevait à 2 197 roubles dans l'ensemble de l'URSS, il atteignait 2 723 roubles (124 % du revenu moyen) en Lettonie, 2 674 (122 %) en Estonie, 2 536 (115 %) dans la Fédération russe, mais seulement 1 235 roubles (56 %) en Kirghizie, 1 105 (50 %) en Ouzbékistan et 978 (45 %) en Tadjikie. En outre, la plupart des républiques incluent des minorités ethniques importantes (part de la population allogène, tableau 3), ce qui contribue aux tensions observées ces derniers mois dans plusieurs régions, en particulier dans le Sud du Caucase.

3. Les 15 Républiques en 1988

| | Superficie | Population | | | | Emploi | | |
|------------------|------------------------|-------------------|------------------------------------|----------------------------|-------------------|-------------------|----------------|----------------|
| | 1000 x km ² | Total en millions | Densité habitants /km ² | Taux accroissement naturel | % allogène (1979) | Total en millions | Industrie % | Agriculture % |
| URSS | 22 275,7 | 286,7 (100) | 12,87 | 8,7 | — | 128,9 (100) | 29,0 | 18,5 |
| ARMÉNIE | 29,8 (0,1) | 3,28 (1,1) | 110,07 | 11,3 | 10,3 | 1,45 (1,1) | 32,2 (1,2) | 13,8 (0,9) |
| AZERBAIDJAN | 86,6 (0,4) | 7,03 (2,5) | 81,18 | 19,7 | 21,9 | 2,45 (1,9) | 18,6 (1,2) | 27,1 (2,9) |
| BIELORUSSIE | 207,6 (0,9) | 10,2 (3,6) | 49,13 | 5,9 | 20,6 | 5,02 (3,8) | 30,0 (4,0) | 22,0 (4,8) |
| ESTONIE | 45,1 (0,2) | 1,57 (0,6) | 34,81 | 4,1 | 35,3 | 0,77 (0,6) | 31,0 (0,6) | 13,7 (0,4) |
| GEORGIE | 69,7 (0,3) | 5,45 (1,9) | 78,19 | 8,3 | 31,2 | 2,52 (1,9) | 20,2 (1,3) | 22,3 (2,4) |
| KAZAKHSTAN | 2 717,3 (12,2) | 16,54 (5,8) | 6,09 | 16,9 | 64,0 | 6,86 (5,2) | 20,7 (3,7) | 21,9 (6,5) |
| KIRGHIZIE | 198,5 (0,9) | 4,29 (1,5) | 21,61 | 23,8 | 52,1 | 1,45 (1,1) | 20,3 (0,8) | 28,3 (1,8) |
| LETONIE | 64,5 (0,3) | 2,68 (0,9) | 41,55 | 3,3 | 46,3 | 1,37 (1,0) | 29,8 (1,1) | 16,2 (1,0) |
| LITUANIE | 65,2 (0,3) | 3,69 (1,3) | 56,60 | 5,1 | 20,0 | 1,82 (1,4) | 29,3 (1,4) | 18,7 (1,5) |
| MOLDAVIE | 33,7 (0,2) | 4,34 (1,5) | 128,78 | 11,2 | 36,1 | 1,92 (1,5) | 21,4 (1,1) | 32,6 (2,7) |
| OUZBEKISTAN | 447,4 (2,0) | 19,91 (6,9) | 44,50 | 28,3 | 31,3 | 6,08 (4,6) | 16,8 (2,7) | 32,0 (8,4) |
| Fédération Russe | 17 075,4 (76,7) | 147,39 (53,8) | 8,63 | 5,3 | 17,4 | 72,06 (55,1) | 30,9 (60,2) | 13,2 (41,3) |
| TADJIKIE | 143,1 (0,6) | 5,11 (1,8) | 35,71 | 33,0 | 41,2 | 1,41 (1,1) | 15,8 (0,6) | 32,0 (1,9) |
| TURKMÉNIE | 488,1 (2,2) | 3,53 (1,2) | 7,23 | 28,2 | 31,6 | 1,18 (0,9) | 11,2 (0,3) | 35,4 (1,8) |
| UKRAINE | 603,7 (2,7) | 51,70 (18,0) | 85,64 | 2,8 | 26,4 | 24,45 (18,7) | 30,8 (19,7) | 20,6 (21,7) |

Sources : CEDUCEE, *Courrier des pays de l'Est*, et *Encyclopedia universalis*.

3. Les 15 Républiques en 1988

| PMN | | Production | | Échanges commerciaux (millions Rb) | | | | | |
|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|------------------------------------|----------|----------|----------------|----------|-----------|
| Total | par tête | Industrie | Agriculture | Reste de l' URSS | | | Reste du monde | | |
| (milliards Rb) | (Rb) | (milliards Rb) | (milliards Rb) | Imports | Exports | Solde | Imports | Exports | Solde |
| 630,8 (100) | 2 197 (100) | 903,0 (100) | 222,2 (100) | — | — | — | | | |
| 6,3 (1,0) | 1 919 (87,3) | 8,5 (0,9) | 1,4 (0,6) | 4 018,6 | 3 683,1 | - 334,5 | 858,8 | 839,9 | -774,9 |
| 11,7 (1,9) | 1 664 (75,8) | 12,2 (1,3) | 3,9 (1,8) | 4 258,2 | 6 357,5 | 2 099,3 | 1 414,0 | 424,5 | - 989,5 |
| 26,0 (4,2) | 2 549 (116) | 38,8 (4,3) | 11,9 (5,4) | 14 171,4 | 18 221,7 | 4 050,3 | 3 672,4 | 1 695,5 | -1 976,9 |
| 4,2 (0,7) | 2 674 (121,7) | 6,6 (0,7) | 1,8 (0,8) | 3 047,2 | 2 715,1 | - 332,1 | 661,4 | 245,9 | - 415,5 |
| 10,7 (1,7) | 1 964 (89,4) | 12,3 (1,4) | 3,3 (1,5) | 5 218,4 | 5 508,1 | 289,7 | 1 274,5 | 392,7 | - 881,8 |
| 25,9 (4,1) | 1 566 (71,3) | 34,2 (3,8) | 15,8 (7,2) | 13 686,4 | 8 337,1 | -5 349,3 | 2 733,7 | 828,7 | -1 906,0 |
| 5,3 (0,8) | 1 235 (56,2) | 6,3 (0,7) | 2,9 (1,3) | 2 971,8 | 2 536,8 | -435,0 | 773,0 | 58,6 | -714,4 |
| 7,3 (1,2) | 2 723 (123,9) | 10,4 (1,1) | 2,9 (1,3) | 4 632,8 | 4 515,2 | -117,6 | 958,4 | 380,9 | - 577,5 |
| 8,9 (1,4) | 2 412 (109,8) | 12,7 (1,4) | 4,9 (2,2) | 6 238,5 | 5 430,7 | -807,8 | 1 249,1 | 527,1 | -722,0 |
| 7,9 (1,3) | 1 820 (82,8) | 10,1 (1,1) | 4,8 (2,2) | 4 986,5 | 4 800,3 | -186,2 | 1 033,9 | 257,2 | -836,7 |
| 22,0 (3,5) | 1 105 (50,3) | 24,6 (2,7) | 10,9 (4,9) | 10 623,7 | 8 957,2 | -1 666,5 | 1 703,4 | 1 529,7 | -173,7 |
| 373,7 (59,8) | 2 536 (115,4) | 492,0 (54,5) | 104,1 (47,3) | 68 963,9 | 69 224,2 | 260,3 | 66 901,2 | 33 313,5 | -33 587,7 |
| 5,0 (0,8) | 978 (44,5) | 5,0 (0,5) | 2,6 (1,2) | 3 022,6 | 2 025,2 | -997,4 | 469,8 | 333,5 | - 136,5 |
| 5,1 (0,8) | 1 443 (65,7) | 4,7 (0,5) | 2,6 (1,2) | 2 486,0 | 2 389,2 | -96,8 | 432,2 | 245,0 | -187,2 |
| 105,0 (16,8) | 2 031 (92,4) | 157,0 (17,4) | 48,4 (22,0) | 36 431,6 | 40 055,2 | 3 623,6 | 13 430,7 | 6 880,1 | - 6 550,6 |

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent la part, en pourcent, dans le total de l'Union.

Richesses naturelles et productions minières

Le territoire de l'Union soviétique recèle des richesses naturelles considérables :

— **énergies fossiles** : l'Union soviétique est, de très loin, le premier producteur de *gaz naturel* du monde (770 milliards de m³ en 1988) devant les Etats-Unis (472,5 milliards de m³), le Canada (98,2), les Pays-Bas (68), le Royaume-Uni (45,8) et l'Algérie (45). Elle vient également en tête de l'extraction de *pétrole* brut, avec 4,55 milliards de barils en 1988, devant les Etats-Unis (2,98), et l'Arabie saoudite (1,72), bien que ses réserves connues (58,5 milliards de barils en 1989) soient considérablement inférieures à celles de l'Arabie saoudite (environ 170), de l'Irak (100), du Koweït (92), et d'une ampleur comparable à celles de l'Iran (63), du Vénézuéla (58) ou des Emirats arabes unis (56), mais représentent plus du double de celles des Etats-Unis (26,5). La République fédérale de Russie assure l'essentiel de la production de pétrole (91 % en 1988) et de gaz naturel (76,6 %). Pour la production de *charbon*, l'Union soviétique n'arrivait, en 1987, qu'au troisième rang mondial, avec 664 millions de tonnes, derrière la Chine (928) et les Etats-Unis (832), devant la RDA (301) et la Pologne (250). L'extraction de charbon est, elle aussi, dominée par la République de Russie (55 %) ; suivent l'Ukraine (25 %) et le Kazakhstan (18,7 %). L'Union soviétique est exportatrice nette de ces trois sources d'énergie fossile.

— **métaux et minéraux** : l'Union soviétique est également parmi les premiers producteurs mondiaux des différents métaux rares : deuxième producteur d'*or*, avec 280 tonnes en 1988, derrière l'Afrique du Sud (618) et devant les Etats-Unis (205) ; troisième producteur d'*argent*, avec 1 550 tonnes, derrière le Mexique (2 548) et le Pérou (2 054) ; premier producteur de *plomb*, avec 440 000 tonnes en 1988, devant les Etats-Unis (385 000) et le Canada (334 000) ; deuxième producteur mondial de *manganèse*, avec 2,7 millions de tonnes en 1988, derrière l'Afrique du Sud, et de *zinc* (0,8 millions de tonnes en 1988) derrière le Canada (1,25) ; premier producteur mondial de *phosphates* (94 millions de tonnes en 1988), devant les Etats-Unis (40) et le Maroc (21,3).

Alors que l'essentiel de la production de métaux précieux provient de Russie, le Kazakhstan possède les principaux gisements de minerais de non ferreux (uranium, aluminium, cuivre, zinc, plomb ...). L'Ukraine produit, quant à elle, 46,4 % du minerai de fer extrait en URSS.

Agriculture, sylviculture et pêche

Dotée d'une superficie considérable et d'un climat globalement comparable à celui de l'Amérique du Nord, l'Union soviétique est aussi une puissance **agricole**, en termes absolus, même si son agriculture n'est guère performante, en termes relatifs, la production s'avérant insuffisante pour faire face aux demandes de la population. La part de l'agriculture dans l'économie nationale demeure supérieure à celle que l'on observe dans les pays développés : l'agriculture au sens large

produit 21 % du PNM et emploie 21,7 % de la main-d'œuvre totale du pays (en France, la valeur ajoutée agricole représentait, en 1988, 3,3 % du PIB et l'emploi agricole 6,7 % de l'emploi total) ; la valeur de la production agricole totale représentait en 1988 environ un quart de celle de la production industrielle (respectivement 222,2 et 903 milliards de roubles courants). Cette production provient, pour près de moitié, de la République fédérale de Russie, où la productivité du travail agricole est aussi la plus élevée de l'Union ; viennent ensuite l'Ukraine (22 % de la production et 21,7 de l'emploi agricoles totaux), le Kazakhstan (7,2 % et 6,5 %), la Biélorussie (5,4 % et 4,8 %) et l'Ouzbékistan (4,9 % et 8,4 %).

Economie continentale, l'Union soviétique présente une production agricole diversifiée, avec des spécialisations régionales marquées pour certaines cultures.

— La production de **céréales**, bien que souvent insuffisante pour couvrir la consommation intérieure, est parmi les premières du monde ⁽⁴⁾ : avec 84,5 millions de tonnes de *blé* en 1988, l'URSS est le second producteur mondial — derrière la Chine (87,5), devant la CE (75) et les Etats-Unis (49) ; mais elle est aussi le premier importateur (18,4 millions de tonnes en 1987). Premier producteur d'*orge*, d'*avoine* et de *seigle*, elle est aussi le second importateur d'*orge* et de *maïs*, dont elle n'est que cinquième producteur mondial, avec 16 millions de tonnes en 1988, derrière la CE (25) et même la Roumanie (19,5) et devant la France (14), mais très loin derrière les Etats-Unis (125). Après la République fédérale de Russie, première productrice de toutes les denrées à l'exception des produits subtropicaux, les principales régions céréalières sont l'Ukraine (20 % de la production totale de céréales, dont 56 % du maïs) et le Kazakhstan (20 % du blé).

— L'Union soviétique est également le premier producteur mondial de **betterave à sucre** (87,8 millions de tonnes en 1988, mais 95 millions dans l'ensemble de la CE), devant la France (28,6) et de **pommes de terre** (62,7 millions de tonnes en 1988), devant la Pologne (34,7). Outre la Russie, ces cultures sont pratiquées principalement en Ukraine (60 % de la production betteravière totale, 25 % de la production de pommes de terre) et en Biélorussie (20 % des pommes de terre).

— C'est également un important producteur de **houblon** (quatrième rang mondial, avec 10 000 tonnes en 1988, soit environ 1/3 de la production ouest-allemande), de **graines oléagineuses** (premier producteur mondial de *tournesol*, avec 6,2 millions de tonnes en 1988, dont 50 % en Ukraine, mais la CE en produisait 40 millions), de **tabac** (4^e producteur mondial, avec 340 000 tonnes, principalement produites en Moldavie) et de **thé** (cinquième producteur mondial, avec 160 000 tonnes, provenant à 95 % de Géorgie).

— La production des diverses **fibres textiles** d'origines végétale et animale est très développée : premier producteur mondial de *lin* (323 000 tonnes, dont 33 % en Ukraine et 30 % en Biélorussie) ;

(4) Les chiffres de production de la CE à douze sont donnés à titre de comparaison, bien que la CE ne figure pas en tant que telle dans les classements mondiaux.

second producteur de *laine* (285 000 tonnes), derrière l'Australie (540 000) — en particulier dans le Kazakhstan (23 % du total) ; important producteur de *coton* (surtout en Ouzbekistan, 62 % de la production totale).

— L'Union soviétique est le second producteur mondial de **bois**, avec 379 millions de m³, derrière les Etats-Unis (524), mais seulement le sixième exportateur.

— Les **fruits et légumes** sont produits dans la plupart des régions d'Union soviétique, principalement en Géorgie (100 % des agrumes, 11 % du raisin, 7,3 % des fruits), en Moldavie (13 % des fruits), en Tadjikie (99 % des fruits secs).

L'**élevage** est très diversifié et relativement uniformément distribué parmi les républiques, avec, cependant, une prédominance certaine de la Russie pour l'ensemble des productions animales, suivie par l'Ukraine (25 % de la viande et 23 % du lait produits en 1988) et les républiques asiatiques et du Sud pour l'élevage ovin. L'URSS possède le troisième cheptel *bovin* du monde, avec 120,5 millions de têtes, derrière l'Inde (193) et le Brésil (134), devant les Etats-Unis (99) et la CE (78) ; elle occupe la deuxième place mondiale pour les cheptels *porcin* — 77,4 millions, derrière la Chine (335) (et la CE, 100), devant les Etats-Unis (43) — et *ovin* — 140,8 millions, derrière l'Australie (164) et devant la Chine (103) (et la CE, 95). L'Union soviétique est le plus gros producteur mondial de *lait* (106 milliards de litres), devant la CE (99), les Etats-Unis (66) et la France (27,5), le second producteur mondial d'*œufs de poule* (4,7 millions de tonnes), derrière la Chine (6,7) et devant les Etats-Unis (4), et le troisième producteur mondial de *volailles* (1 177 millions de têtes), derrière la Chine (2 175) et les Etats-Unis (1 625).

Enfin, l'URSS, qui bénéficie d'accès sur la Baltique, l'Antartique, le Pacifique, la mer Noire, la Caspienne et plusieurs mers intérieures, possède une flotte de pêche importante et se place au second rang mondial en matière de **pêche**, avec 11,2 millions de tonnes en 1987, derrière le Japon (11,8), devant la Chine (9,3) et les Etats-Unis (5,7).

L'agriculture soviétique, qui constitue une part très importante de l'économie, est organisée selon un système collectiviste et planifié centralement. Les unités de production — *sovkhoz* (fermes d'Etat) et *kolkhoz* (fermes collectives) — sont de très grandes dimensions (plusieurs centaines d'employés). Les prix et les quantités sont centralement planifiés. Toutefois, les « lopins individuels » que les familles des employés et coopérateurs sont autorisés à cultiver représentent environ 1,5 % des terres cultivables. Leurs produits, vendus sur les marchés kolkhoziens ou au marché noir, constituent une part substantielle des approvisionnements totaux de certaines denrées (environ 1/3 du lait et de la viande, 2/3 des œufs).

Globalement, l'agriculture soviétique souffre d'une très faible productivité de la main-d'œuvre, de rendements moyens très inférieurs à ceux des pays développés dans toutes les productions, et de pertes considérables lors des récoltes, du stockage et de la commercialisa-

tion ⁽⁵⁾. Les niveaux de consommation par tête des différentes denrées agricoles restent sensiblement inférieurs à ceux enregistrés dans les pays développés : par exemple, 66 kilos de viande par an et par tête, contre 115 aux Etats-Unis, 105 en France, 99 en RFA...

Source majeure de main-d'œuvre pour l'industrie jusqu'au début des années quatre-vingt, l'exode rural s'est beaucoup ralenti récemment. La population active agricole poursuit cependant son déclin, du fait du vieillissement. En période de récoltes, les autorités locales pallient l'insuffisance de main-d'œuvre par des réquisitions obligatoires d'étudiants, d'employés de l'industrie ..., ce qui ne contribue pas à accroître la productivité et entraîne une désorganisation de la production dans les autres secteurs ⁽⁶⁾.

4. Structure du produit matériel net en 1988

| Par origine | | Par utilisation | |
|--|---------------|----------------------|---------------|
| Prix courants | en % du total | Prix courants | en % du total |
| Agriculture, sylviculture, pêche | 21 | Consommation | 75 |
| Industries minières et manufacturières | 45 | Investissement | 25 |
| Construction | 12 | Exportations | 2 |
| Commerce | 16 | Importations | - 2 |
| Transports et communications | 6 | | |
| Total | 100 | Total | 100 |

Source : The Economist Intelligence Unit, *USSR Country Report*, N° 1, 1990.

L'industrie

Mesurée en chiffres bruts et en niveaux, la puissance industrielle soviétique apparaît plus formidable encore que celle de son agriculture : pour reprendre un indicateur fort prisé des planificateurs d'antan, l'URSS a produit, en 1988, 163 millions de tonnes d'acier brut, loin devant les Etats-Unis (100) et la Chine (59). Cependant, cette performance selon un critère désuet traduit surtout l'hypertrophie délibérée de

(5) On estime ainsi à environ 30 % les pertes totales de blé entre la récolte et l'utilisation finale.

(6) Ce système a été aboli par une loi de 1990.

l'industrie lourde dans l'ensemble de l'industrie soviétique, au détriment des industries légères et de biens de consommation. Globalement pourtant, la part de l'industrie manufacturière dans l'économie soviétique n'apparaît pas démesurée par rapport à celle que l'on observe dans les pays développés : elle représente en effet 45 % du PMN, tandis que l'emploi industriel correspond à 24,6 % de l'emploi total. Tout comme l'agriculture, l'industrie manufacturière est inégalement répartie entre les républiques : la Fédération russe confirme, dans ce domaine, sa prééminence, avec 54,5 % de la production et 60,2 % de l'emploi industriels ; à la suite de l'occupation allemande des territoires occidentaux pendant la guerre, puis d'une politique délibérée de développement de la Sibirie, une fraction importante des industries lourdes a été installée dans la partie asiatique de la Russie, ce qui pèse sur les coûts de transport. La seconde république industrielle, par ordre d'importance, est l'Ukraine, qui compte 19,7 % de l'emploi industriel et assure 17,4 % de la production. Ni la production ni l'emploi industriels ne dépassent 5 % du total dans les autres régions, même si certaines ont une importance considérable pour des produits donnés : ainsi, la Biélorussie produit plus de la moitié des engrais fabriqués en URSS, un quart des fibres synthétiques, une grande partie des ordinateurs, des tracteurs et bennes ... ; l'Estonie produit la totalité des ceintures de sécurité pour automobiles ; la Lettonie et la Lituanie fournissent une part substantielle de l'électronique de loisir et de l'électro-ménager ; l'Azerbaïdjan produit les 2/3 des équipements de forage et d'exploitation des gisements de pétrole et de gaz...

Entièrement propriété de l'Etat, l'industrie soviétique était, jusqu'à une période récente, soumise à une planification détaillée des prix et des quantités, tant pour ses facteurs de production et ses approvisionnements, que pour ses débouchés. L'organisation administrative de ce contrôle est complexe et a été modifiée à plusieurs reprises au cours des dernières décennies. Jusqu'aux réorganisations récentes — dans le cadre de la *perestroïka* —, les entreprises, parfois regroupées en associations plus ou moins intégrées, dépendaient de ministères techniques, ou ministères de branche (au nombre de cinquante⁽⁷⁾, en 1987, dont 9 liés aux activités de défense), responsables de la réalisation des objectifs des plans quinquennaux — largement indicatifs et volontaristes jusqu'à récemment — et annuels — obligatoires. La structure industrielle qui résulte de cette organisation hiérarchique est relativement concentrée et a favorisé un développement autarcique des branches, voire des entreprises, en raison du manque de coordination et des problèmes de transport ou d'approvisionnement ; la plupart des entreprises sont, de ce fait, engagées dans presque toutes les activités productives : les industries de défense produisent certains biens de consommation durables ; nombre d'entreprises industrielles ont des serres de production de légumes et fruits ; toutes ont leurs propres ateliers d'usinage de pièces des machines qu'elles utilisent... De même, les entreprises fournissent à leurs employés, outre les salaires et primes

(7) Sur ces 50 ministères techniques, dont certains n'ont compétence que régionale, 6 concernent l'agriculture et agro-alimentaire, 9 le bâtiment et travaux publics, 3 les transports,... Seuls 25 ministères contrôlent l'industrie manufacturière. Voir Hewett, 1988.

monétaires, des rémunérations en nature (logement, services sociaux, magasins de vente au détail sur les lieux de travail...).

Les nombreux maux dont souffre l'industrie soviétique ont été révélés avec le ralentissement sensible de la croissance depuis le milieu des années soixante-dix. Parmi les principales sources d'inefficiences, citons :

— La **faible productivité** des facteurs : l'accroissement de la productivité du travail s'est considérablement ralenti au cours des dernières années ; surinvestissement en volume dans le passé et faiblesse de l'innovation technologique se conjuguent pour aboutir à une productivité du capital fortement décroissante ; globalement, la productivité totale des facteurs a décliné au rythme de 1,4 % par an de 1973 à 1984, alors qu'au cours de la même période, elle augmentait de 1,28 % en moyenne dans les pays de l'OCDE, et de près de 1,5 % par an en France et en RFA. Enfin, l'intensité énergétique de la production est très supérieure à celle observée dans les pays développés et n'a fait qu'augmenter au cours des années récentes : de 6,72 tonnes d'équivalent pétrole par 10 000 \$ de PIB en 1973, elle atteignait 7,71 en 1986, alors que dans le même temps, elle passait, dans les cinq plus grands pays de l'OCDE, de 5,71 à 4,28 ⁽⁸⁾.

Il semble bien que les problèmes de coordination et d'incitations soient au cœur des difficultés de l'industrie soviétique. Le processus de planification donne lieu à des marchandages à tous les niveaux dans la définition des objectifs, à des distorsions d'information sur le potentiel productif réel des entreprises, sur leurs besoins réels de main-d'œuvre — d'où les sureffectifs généralisés —, d'investissement — d'où la longueur des délais d'élaboration des projets et d'installation du capital et les retards technologiques qu'ils entraînent ⁽⁹⁾, la proportion élevée d'équipement non utilisés... — et d'approvisionnement. De même, en dépit de l'instauration d'« incitations matérielles » (primes), les rémunérations ne dépendent que peu de l'effort, de la qualification..., en raison de l'idéologie égalitariste qui caractérise la société soviétique.

— La **médiocre qualité** et l'**obsolescence technologique** de la plupart des produits manufacturés, en particulier les biens de consommation durables.

— Les difficultés de **transport** et d'**approvisionnement**, tant en amont pour chaque entreprise, qu'en aval, vers les clients.

— Le caractère très **polluant** de la plupart des industries soviétiques de transformation, dont les taux d'émissions nocives sont très supérieurs à ceux observés dans les pays d'Europe occidentale (industrie du cuivre en Arménie, nucléaire...).

(8) Les données citées dans ce paragraphe sont extraites de Maddison, 1989.

(9) Les autorités se sont récemment opposées à la mise en chantier de projets d'investissement dont la conception technique remontait à la fin des années soixante... ! (Hewett, 1988).

Les services

La part des services dans l'économie soviétique est relativement difficile à appréhender en raison des conventions comptables particulières aux pays de l'Est et parfois différentes d'un pays à l'autre : la production de certains services — transport, commerce — est incluse dans la définition du PMN ; d'autres — éducation, santé — en sont exclus. De même, en termes d'emploi, les définitions de la population active diffèrent selon les pays ; rappelons, en particulier, que la population employée dans l'administration et la défense est d'environ 7 millions de personnes, si l'on inclut le contingent, soit environ 5,5 % de l'emploi total (le budget de la défense représente, selon les estimations occidentales, 12,3 % du PNB).

En dépit de ces incertitudes statistiques, il apparaît que la part des services dans l'économie soviétique est supérieure à celle que l'on observe dans les autres pays d'Europe orientale, même si elle demeure très inférieure à celle des pays développés. Ainsi, en 1987, les services — transports, communications, commerce et ensemble des branches non matérielles — représentaient 42,1 % de l'emploi total, alors que cette part était comprise entre 55 et 70 % dans les économies développées. Outre l'importance probable de l'économie souterraine dans ce secteur, qui contribue sans doute à biaiser les chiffres vers le bas, le relatif sous-développement des services est attribuable, pour une part, au retard technologique, mais aussi à la faiblesse, dans les économies planifiées, des services liés au fonctionnement des marchés — banques, assurances, finance et publicité.

Malgré ces facteurs atténuant les écarts de performances réelles, il est clair que le secteur des services souffre de profondes insuffisances. Les transports et communications et, plus généralement, les services liés à l'activité des entreprises sont relativement sous-développés, en raison de retards technologiques, du manque d'infrastructures de l'obsolescence d'une partie du stock de capital. En ce qui concerne les services aux ménages, il en va de même en matière de logement, dont la performance globale (nombre de logements neufs et entretien des logements anciens) s'est généralement dégradée pendant les années quatre-vingt. Les insuffisances du commerce de détail sont, d'autres part, bien connues. En revanche, les autres services aux ménages — santé et éducation — connaissent une situation relativement meilleure que dans les autres pays d'Europe de l'Est, selon les critères quantitatifs disponibles : ainsi, en 1987, les nombres de médecins et de lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants étaient-ils respectivement de 44 et 131 en URSS, contre des moyennes de respectivement 30 et 93 dans les autres pays du CAEM ; de même, l'éducation est relativement plus développée en URSS que dans les pays de l'Est, à tous les niveaux. Même dans ces secteurs, cependant, il semble que la qualité se soit sensiblement dégradée au cours des années récentes.

Echanges extérieurs

Les échanges extérieurs de l'Union soviétique, dont le poids dans le PIB demeure relativement faible — les exportations de même que les

5. Commerce international par zones (1980, 1985 et 1988) (en % du total en valeur)

| Groupe de partenaires | Exportations | | | Importations | | |
|-------------------------------|--------------|------|------|--------------|------|------|
| | 1980 | 1985 | 1988 | 1980 | 1985 | 1988 |
| CAEM | 42,1 | 46,8 | 49,0 | 42,9 | 47,6 | 54,0 |
| OCDE ⁽¹⁾ | 32,0 | 25,6 | 21,9 | 35,4 | 27,8 | 25,1 |
| Reste du monde ⁽²⁾ | 25,9 | 27,6 | 29,1 | 21,7 | 24,6 | 20,9 |

(1) Sauf Australie et Nouvelle Zélande, mais incluant la Yougoslavie.

(2) Pays en développement et pays socialistes hors CAEM.

Source : OCDE, *Perspectives économiques*, N° 47, juin 1990.

6. Commerce extérieur total par produits, 1988

| Exportations (F A B) | milliards \$ | Importations (F A B) | milliards \$ |
|--------------------------------------|--------------|----------------------------|--------------|
| Pétrole et produits pétroliers | 32,3 | Machines et équipement ... | 43,5 |
| Gaz naturel | 9,7 | Agroalimentaire | 16,8 |
| Acier | 5,0 | Minerais et métaux | 8,5 |
| Équipements électriques ... | 2,3 | Produits chimiques | 5,3 |
| | | Bois et papier | 1,3 |
| Total ⁽¹⁾ | 109,8 | Total ⁽²⁾ | 106,5 |

(1) Inclut les autres exportations, à l'exception de l'or.

(2) Inclut les autres importations.

Source : The Economist Intelligence Unit, *USSR Country Report*, N° 1, 1990.

importations représentaient, en 1988, 6,8 % du PIB ⁽¹⁰⁾ — s'effectuaient principalement, jusqu'à présent, avec les pays membres du CAEM, qui absorbaient, en 1988, 49 % des exportations soviétiques et lui fournissaient 54 % de ses importations, les autres pays développés (OCDE plus Yougoslavie, Australie et Nouvelle Zélande non comprises) entrant pour 21,9 (exportations) et 25,1 % (importations) de ses échanges de marchandises (tableau 5). La part des produits manufacturés dans les exportations vers les pays de l'OCDE était d'environ 63 %, dont près de 29 % d'équipements et machines, tandis que les exportations d'énergie représentaient environ 23 % du flux total vers les pays développés non socialistes — en pourcentage du total des exportations vers les pays socialistes, cette part s'élevait à 39 % en 1988 (le maximum ayant été atteint en 1984, avec 59 %).

Jusqu'à 1989, la balance commerciale soviétique (tableau 7) était légèrement excédentaire, le déficit des échanges avec les pays de l'OCDE (2,7 milliards de dollars) étant plus que compensé par le surplus des échanges avec les pays en voie de développement. Le solde des échanges commerciaux vis-à-vis des pays membres du CAEM était positif jusqu'à 1987 ; il s'est ensuite dégradé jusqu'à 1989, en raison, principalement, de la baisse des livraisons soviétiques d'énergie aux pays de l'Est et de la baisse des prix, due au mécanisme d'ajustement retardé sur les cours mondiaux du pétrole.

7. Volumes d'exportations et d'importations totales
(en taux de croissance annuel, %)

Soldes commercial et courant en monnaies convertibles (en milliards US \$)

| | 1971-1975 | 1976-1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (a) |
|------------------|-----------|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| Exportations | 6,7 | 4,9 | 1,9 | 4,5 | 3,3 | 2,5 | -4,3 | 10,0 | 3,3 | 4,8 | -0,3 |
| Importations | 10,5 | 5,9 | 6,4 | 9,7 | 4,0 | 4,4 | 4,7 | -6,0 | -1,6 | 4,0 | 7,1 |
| Solde commercial | -0,5 | 1,5 | -0,7 | 4,3 | 6,2 | 6,7 | 0,7 | 1,4 | 8,1 | 3,5 | -2,3 |
| Solde courant | -0,0 | 1,5 | -1,6 | 3,6 | 5,8 | 6,7 | 0,6 | 0,9 | 7,8 | 3,1 | -3,2 |

(a) Estimations.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

(10) Données ONU. Les chiffres, sensiblement inférieurs, figurant dans le tableau 4 sont de source différente.

Historique et évolutions récentes

Les tendances longues

Selon la CIA, le PIB par habitant était, en 1987, de 5 552 \$ en Union soviétique, très loin derrière la moyenne des pays de l'OCDE (14 637 \$), mais aussi substantiellement inférieur à ceux de RDA (9 361 \$), de Tchécoslovaquie (7 603 \$) ou de Hongrie (6 491 \$), proche du niveau de la Bulgarie (5 633 \$) et de la Pologne (5 453 \$)⁽¹¹⁾. Pourtant, la croissance du PIB par tête a été, en URSS, légèrement plus forte que la croissance moyenne dans les pays de l'OCDE depuis le début du siècle — respectivement 2,3 % et 2,1 %, en moyenne de 1900 à 1987 (Maddison, 1989). Pour l'essentiel, cet avantage de croissance a été acquis avant et pendant la Seconde guerre mondiale. Après l'épisode de la NEP (voir plus loin), la collectivisation des terres et la reconversion forcée de la main-d'œuvre agricole dans l'industrie, le rythme des investissements et la priorité à l'industrie lourde sont parmi les facteurs qui expliquent la croissance d'avant-guerre ; alors que les pays actuellement membres de l'OCDE enregistraient tous des baisses absolues du PIB pendant la Grande dépression, l'URSS continua de croître à un rythme supérieur à 6 % par an dans les années trente. Durant le conflit, l'effort de guerre — en particulier la nécessité de déplacer vers l'Est les usines menacées par l'envahissement de la partie européenne par l'armée allemande, ce qui a contribué à l'industrialisation de la partie asiatique — a stimulé la croissance de l'industrie, aidée aussi par des transferts considérables de fonds et de matériel en provenance des Etats-Unis (un « plan Marshall » avant la lettre⁽¹²⁾). Pourtant, les pertes humaines et matérielles de la guerre furent considérables.

Dans l'après-guerre, l'accélération de la croissance est comparable à celle qu'enregistrèrent les pays de l'OCDE — 5,0 % par an, en moyenne, de 1950 à 1973 —, mais un peu moins marquée par tête — respectivement 3,6 et 3,8 % en taux annuel moyen par tête. Cette période est marquée par l'accroissement rapide de la production agricole, grâce surtout à la mise en culture des « terres vierges » dans les années cinquante, tandis que l'exode rural se poursuit, mais de manière plus irrégulière, vers l'industrie. Dans ce secteur, la croissance est également soutenue, même si l'on y décèle d'importantes fluctuations cycliques (Sapir, 1989).

(11) Les données citées ici proviennent de l'OCDE (*Perspectives économiques*) n° 47, juin 1990). Converties en parités de pouvoir d'achat et en prix constants (base 1980), la hiérarchie en 1987 ne change guère, même si le niveau moyen de l'OCDE s'en trouve abaissé : 5 948 \$ par tête en URSS, 10 205 dans l'OCDE (Maddison, 1989). Mais d'autres sources fournissent des estimations très inférieures à ces chiffres.

(12) Le Prêt-bail accordé par les Etats-Unis à l'URSS sur la période 1941-1945 s'élevait à 3,43 milliards de dollars, dont 39,3 % furent fournis sous forme d'équipements et de biens industriels (Sapir, 1989).

Alors que le premier choc pétrolier n'a pas sensiblement affecté l'économie soviétique — qui en a même tiré quelque avantage en termes d'exportations d'énergie vers les pays développés —, le rythme de la croissance est plus lent, depuis 1973, que dans les pays de l'OCDE — 2,1 et 2,4 % par an, respectivement, et 1,2 et 1,9 % par an en termes de croissance par tête, entre 1973 et 1987. En fait, un ralentissement cyclique est sensible dès la seconde moitié des années soixante-dix, mais, à la différence des cycles précédents, aucun véritable redressement ne se manifeste depuis lors, au contraire.

La crise des années quatre-vingt

Dans les années quatre-vingt, le taux de croissance du PMN est, à l'exception de l'année 1988, inférieur à 4 % et décroissant. En outre, la fiabilité des données de volume est plus incertaine encore que par le passé, l'inflation étant vraisemblablement plus forte que ne l'indique le déflateur du PMN. Tous les secteurs sont atteints : la production agricole stagne, en moyenne, depuis le début de la décennie, la croissance de la production d'énergie est faible, de même que celle de la production industrielle.

8. Indicateurs d'offre et de demande (taux de croissance annuels)

| | 1976-1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (c) |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|---------------|
| Produit matériel net | 4,3 | 3,3 | 3,9 | 4,2 | 2,9 | 1,6 | 2,3 | 1,6 | 4,4 | 2,4 |
| Production industrielle | 4,5 | 3,4 | 2,4 | 4,2 | 4,1 | 3,4 | 4,4 | 3,8 | 3,9 | 1,7 |
| Production agricole | 1,7 | -1,0 | 5,5 | 6,2 | -0,1 | 0,1 | 5,3 | -0,6 | 1,7 | 0,8 |
| Consommation | 4,7 | 4,0 | 1,2 | 3,2 | 3,9 | 3,2 | — | — | — | — |
| Investissement | 2,2 | 0,9 | 11,0 | 5,0 | -1,6 | 2,4 | — | — | — | — |
| Emploi total (sphère matérielle) | 1,4 (1,1) | 0,9 (0,7) | 0,9 (0,7) | 0,6 (0,5) | 0,6 (0,4) | 0,6 (0,3) | 0,5 (0,5) | -0,2 (-0,3) | -1,6 (-2,7) | -1,0 (0,1) |
| Productivité du travail (a) | 3,2 | 2,6 | 3,2 | 3,7 | 2,5 | 3,2 | 1,9 | 1,9 | 7,3 | 2,3 |
| Productivité du capital (b) | -2,9 | -3,2 | -2,5 | -2,3 | -3,1 | -2,0 | -2,8 | -3,4 | -0,6 | — |

(a) produit matériel net par employé dans la sphère matérielle.

(b) produit matériel net par unité de capital productif dans la sphère matérielle.

(c) estimation ONU.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, différentes années.

Parmi les facteurs explicatifs de ce ralentissement profond, on peut citer :

— La fin de l'exode rural et la stagnation de la population active : la croissance industrielle soviétique a longtemps été une croissance extensive, fondée sur l'emploi de quantités sans cesse croissantes d'inputs, dont la main-d'œuvre. Le tarissement de cette source est sans doute un déterminant majeur du ralentissement.

— La faiblesse de l'accroissement de la productivité du travail — 1,2 % en moyenne annuelle de 1973 à 1986, soit un rythme comparable à celui des Etats-Unis ⁽¹³⁾, mais très inférieur à ceux des pays d'Europe occidentale.

— Le vieillissement du stock de capital, qui contribue à expliquer la faible progression de la productivité du travail, même si d'autres facteurs (motivations) entrent en jeu : malgré un taux d'investissement encore élevé, l'âge moyen du capital productif ne cesse de s'accroître au cours des années récentes.

— Les priorités données à l'armement et à l'industrie lourde, jusqu'à 1985.

— Les problèmes de transports que posent, en particulier, l'acheminement d'une production énergétique dont l'exploitation se déplace progressivement vers l'Est.

— Le retard technologique par rapport à l'Occident.

— L'incertitude et l'instabilité engendrées par les errements et revirements de la planification annuelle et renforcée par le processus de réformes (voir ci-après) qui, depuis quatre ans, fournit aux acteurs économiques — salariés, coopérateurs, dirigeants d'entreprises, responsables dans les ministères et autorités locales — des signaux contradictoires, désorganisant encore davantage une planification qui semblait déjà de moins en moins apte à contrôler l'activité.

La situation conjoncturelle ⁽¹⁴⁾

Les signes de cette perte de contrôle se multiplient et transparaissent même dans les données et les discours officiels qui, pourtant, sous-estiment sans doute l'ampleur des déséquilibres.

Le taux officiel de **croissance de la production** (2,4 %) a été deux fois moindre en 1989 qu'en 1988. Il a décliné pendant toute l'année et a probablement été négatif au premier semestre 1990. Production industrielle et production agricole ont enregistré des progressions extrêmement faibles en 1989 — 1,7 % et 0,8 % —, tandis que certaines productions essentielles (pétrole, charbon, automobile...) baissaient.

(13) Rappelons cependant qu'il s'agit de la productivité dans la sphère matérielle en URSS, alors que les chiffres américains prennent en compte l'ensemble des branches, y compris les services, dont la part est prépondérante et la croissance de la productivité mesurée particulièrement faible.

(14) Sur les développements récents, voir en particulier : Lavigne, 1990 ; The Economist Intelligence Unit, 1990.

Cette détérioration rapide des performances est attribuable aux grèves et à une recrudescence de l'absentéisme, mais aussi à l'aggravation de la désorganisation dans les transports et au vide créé par des réformes qui affaiblissent les autorités traditionnelles sans leur avoir, jusqu'à présent, substitué la discipline du marché. Tandis que les pénuries de certains biens de consommation s'étendent, les entreprises gonflent leurs stocks de consommations intermédiaires ; le nombre des mises en chantier d'investissements nouveaux augmente, mais les délais s'allongent ⁽¹⁵⁾.

L'inflation mesurée ne traduit pas d'accélération (tableau 9), mais tout le monde s'accorde à reconnaître l'existence d'une inflation réprimée — PlanEcon situe le taux d'inflation effectif entre 7 et 9 % — et l'aggravation des rationnements ⁽¹⁶⁾. En partie liée à des hausses rapides de prix dans le secteur coopératif, qui cependant ne représente qu'une

9. Revenus et épargne des ménages

| | 1981-1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|---|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Revenu réel par tête (a) (taux de croissance annuel) | 2,1 | 2,6 | 2,0 | 3,2 | — |
| Salaire réel par employé (taux de croissance annuel) | 1,4 | 0,9 | 1,8 | 5,9 | 6,7 |
| Prix à la consommation (taux de croissance annuel) | 1,0 | 2,0 | 1,9 | 2,3 | 2,3 |
| Dépôts d'épargne • en valeur (b) • en volume (1980 = 100) | 190,0 — | 242,8 144,5 | 266,9 156,0 | 296,7 169,5 | 337,0 188,1 |
| Taux d'épargne (c) | — | 5,1 | 5,3 | 6,1 | 7,2 |
| Propension marginale à épargner | — | 18,3 | 12,6 | 13,7 | 16,5 |

(a) Consommation matérielle de la population.

(b) En milliards de roubles.

(c) Flux d'épargne financière sur revenus monétaires.

Source : UN, ECE, *Economic Survey of Europe*, 1989-1990.

(15) Le stock d'investissements inachevés atteignait, officiellement, près de 100 % de la valeur de l'investissement annuel à la fin de 1989.

(16) Le marché noir se développe considérablement de ce fait.

infime fraction des ventes, l'inflation est surtout attribuable à l'augmentation rapide de la demande excédentaire, elle-même alimentée par la hausse rapide des salaires et le creusement du déficit budgétaire.

Alors que l'emploi total se contracte légèrement et qu'est entamé le processus de redéploiement de la main-d'œuvre — des ministères vers les emplois productifs dans les secteurs de consommation —, les salaires augmentent très rapidement (9,5 % en termes nominaux dans l'industrie en 1989, et environ 8 % au premier semestre 1990). La hausse des revenus réels est très supérieure à celle de la production, ce qui accentue le rationnement de la demande et engendre une épargne forcée rapidement croissante (tableau 9).

Le déficit budgétaire, dont l'existence a été, pour la première fois, officiellement admise en 1989, dépassait l'an dernier 10 % du PNB (soit 92 milliards de roubles selon les sources officielles). Pour 1990, l'objectif — peu crédible — est fixé à 70 milliards ⁽¹⁷⁾. Le gonflement récent du déficit budgétaire est dû à une augmentation sensible des subventions aux entreprises, à l'agriculture, des hausses des retraites... Il est en grande partie monétisé et alimente ainsi la surliquidité de l'économie, par le même mécanisme que la validation automatique par le système bancaire des pertes des entreprises d'Etat.

10. Commerce extérieur par régions en 1988 et 1989 (millions de RB)

| | Janvier-Juin 1988 | Janvier-Juin 1989 |
|---|-------------------|-------------------|
| Exportations totales | 32 993 | 33 347 |
| dont : • CAEM | 19 598 | 18 821 |
| • Pays développés non socialistes | 6 956 | 8 002 |
| • P E D | 4 582 | 4 567 |
| Importations totales | 33 367 | 35 908 |
| dont : • CAEM | 20 336 | 20 873 |
| • Pays développés non socialistes | 8 785 | 10 247 |
| • P E D | 2 480 | 3 013 |
| Solde commercial | - 374 | - 2 561 |
| dont : • CAEM | - 738 | - 2 052 |
| • Pays développés non socialistes | - 1 829 | - 2 245 |
| • P E D | 2 102 | 1 554 |

Source : The Economist Intelligence Unit, *USSR Country Report*, N° 1, 1990.

La situation du commerce extérieur s'est, elle aussi, sensiblement dégradée en 1989, en partie du fait des baisses de production et des

(17) Officiellement 60 milliards. Mais 10 milliards inscrits en recettes sont, en réalité, des emprunts publics.

difficultés de transport dans les secteurs des produits de base traditionnellement exportés (énergie en particulier). Les exportations vers les pays du CAEM et vers les PED se sont contractées, tandis que celles à destination des pays de l'OCDE progressaient (tableau 10). Les importations en provenance des pays occidentaux se sont, cependant, accrues davantage, du fait de la volonté délibérée d'accroître, par ce moyen, l'offre de biens de consommation. Le déficit commercial avec l'Ouest s'est donc creusé (5 milliards de dollars en 1989) et un déficit substantiel — et bienvenu, après des années d'excédent — est apparu dans les échanges avec le reste du CAEM. Il devrait se creuser encore en 1990, avec la réduction décidée des exportations de pétrole vers ces pays.

11. Endettement extérieur en devises convertibles

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 (a) |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------|
| Dette convertible (millions de \$) | | | | | | | | | |
| • brute | 26 534 | 26 737 | 23 587 | 22 513 | 27 979 | 33 061 | 36 512 | 40 856 | 48 000 |
| • nette | 18 084 | 16 707 | 12 547 | 11 172 | 14 917 | 18 292 | 22 377 | 25 601 | 32 778 |
| Dette «réelle» (b) (millions de \$ 1988) | | | | | | | | | |
| • brute | 31 027 | 32 720 | 31 574 | 32 534 | 35 024 | 36 120 | 34 173 | 40 856 | — |
| • nette | 22 813 | 22 335 | 19 479 | 18 744 | 20 314 | 20 626 | 20 620 | 25 601 | — |
| Structure par type d'emprunt (en % du total) | | | | | | | | | |
| • Prêts officiels et garantis | 61 | 66 | 64 | 64 | 60 | 47 | 38 | 32 | — |
| • Prêts bancaires | 29 | 25 | 33 | 34 | 38 | 50 | 58 | 62 | — |
| • FMI/BRI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | — |
| • Autres (non OCDE) | 10 | 9 | 3 | 2 | 3 | 4 | 4 | 7 | — |
| Ratios d'endettement | | | | | | | | | |
| • Dette nette/exportations de biens | 66 | 55 | 40 | 36 | 58 | 79 | 82 | 90 | 113 |
| • Service de la dette/ exportations de biens | 23 | 20 | 14 | 16 | 20 | 24 | 23 | 23 | 23 |

(a) Prévion.

(b) La dette réelle est évaluée à taux de change constant (1988) pour donner une indication de l'effet des variations de change.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

Ces développements ont entraîné un alourdissement de la dette extérieure soviétique (tableau 11) qui, cependant, n'atteint pas encore les niveaux alarmants enregistrés en Hongrie ou en Pologne (tableau 12).

12. Vulnérabilité nette (en milliards de \$)

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| A. Besoin de financement total | 3,9 | 3,0 | 5,8 | 3,0 | 7,5 | 11,4 | 10,6 | 12,3 | 17,4 |
| Déficit courant ⁽¹⁾ | -2,4 | -5,7 | -3,5 | -4,0 | -0,6 | -1,0 | -4,0 | -3,1 | -1,0 |
| Emprunts | 6,3 | 8,7 | 9,3 | 7,0 | 8,1 | 12,4 | 14,6 | 15,4 | 16,4 |
| • long terme | 3,2 | 3,2 | 2,5 | 2,8 | 3,2 | 3,6 | 4,4 | 4,0 | 4,0 |
| • court terme | 3,1 | 5,5 | 6,8 | 4,2 | 4,9 | 8,8 | 10,2 | 11,4 | 12,4 |
| B. Ressources totales | 10,3 | 12,0 | 14,9 | 16,6 | 15,5 | 19,1 | 17,3 | 19,4 | 21,4 |
| • réserves ⁽²⁾ | 8,5 | 10,0 | 11,0 | 11,3 | 13,1 | 14,8 | 14,1 | 15,3 | 15,2 |
| • crédits inutilisés | 1,8 | 2,0 | 3,9 | 5,3 | 2,4 | 4,3 | 3,2 | 4,2 | 6,1 |
| C. Vulnérabilité (B - A) ⁽³⁾ | 6,4 | 9,0 | 9,1 | 13,6 | 8,0 | 7,7 | 6,7 | 7,1 | 4,0 |

(1) Un signe positif indique un déficit courant, donc un besoin de financement.

(2) Réserves à la B R I.

(3) Un signe négatif indique une vulnérabilité nette.

Source : OCDE, *Financial Market Trends*, 45, février 1990.

Etat des réformes et perspectives

L'arrivée au pouvoir de Michael Gorbatchev en 1985 a ouvert une période de « réformes radicales » et de restructurations (*perestroïka*) politiques et économiques en Union soviétique dont il est, à l'heure actuelle, difficile de faire un bilan. La plus grande incertitude entoure les objectifs mêmes de ce processus de réformes — certains fondements du communisme, comme la propriété collective des moyens de production, n'ayant pas été explicitement remis en cause — et les conséquences d'une période de transition qui promet d'être lente et cahotique.

Une longue succession de réformes ⁽¹⁸⁾

La vague de réformes actuelles en Union soviétique n'est pas la première du genre depuis la Révolution d'octobre 1917, même si c'est

(18) Sur l'histoire des réformes, voir Hewett, 1988.

apparemment la plus radicale. Dans les années vingt, la « nouvelle politique économique » (*NEP*) mise en place par Lénine pour accélérer le redressement de l'économie soviétique après la Première guerre mondiale avait considérablement étendu l'emprise des relations marchandes, en permettant, notamment, un développement important des exploitations agricoles privées. La collectivisation forcée entreprise par Staline dès 1929 devait renverser cette tendance à la libéralisation. Pourtant, en dépit des pressions politiques et économiques, la production des « lopins individuels » a toujours représenté une part importante (environ 30 % pour les produits animaux) de la production agricole totale.

A la fin des années cinquante, l'ère post-stalinienne s'est ouverte par une grande réorganisation de la structure hiérarchique du système productif, en même temps que la mise en œuvre d'une croissance extensive dans l'agriculture. Ces réformes (dites des *sovnarkhoz* : comités économiques régionaux), décidées par Kroutchev, ont considérablement décentralisé les décisions de planification, sans toutefois introduire de mécanismes de marché. Elles ont vite dégénéré en une tendance à l'autarcie régionale qui a désorganisé la production.

Le programme annoncé en 1965 par Kossiguine (souvent appelé programme Liberman, du nom de son inspirateur) constitue un ensemble de réformes beaucoup plus ambitieux. Outre la réorganisation par ministères de branche et la refonte des processus de planification, ce programme accordait aux entreprises d'Etat une plus grande autonomie financière et instituait un système incitatif de primes aux salariés, liées par des formules stables aux indicateurs de résultat des entreprises. Une réforme des prix fut également décidée, mais sans libéralisation. Les effets de la réforme, qui laissait intacts les fondements du système, furent minimes : contradictions internes du programme et « sabotage » de la part des ministères se conjuguèrent pour que, peu à peu, l'autonomie des entreprises soit réduite à néant.

Durant les années Brejnev, trois réformes importantes tentèrent de réorganiser les structures et les mécanismes de la planification. En 1973, on mit en œuvre une vague de concentration industrielle, qui institua les « associations d'entreprises », dont beaucoup survivent aujourd'hui. En 1976, le régime de fixation des prix de vente par les entreprises fut assoupli. En 1979, un décret conjoint du Comité central et du Conseil des ministres introduisit une plus grande autonomie des entreprises, en leur permettant de conserver une part plus importante de leurs profits, en liant davantage les rémunérations des salariés aux performances. Enfin, dans la première moitié des années quatre-vingt, on prit diverses mesures de décentralisation et l'on décida l'accroissement du rôle du système bancaire dans le financement des entreprises.

Ces diverses tentatives de réformes n'ont eu que peu d'effets sur la physionomie générale du système et son fonctionnement. Aucune n'a été véritablement radicale et les mécanismes qu'elles ont tenté d'instaurer sont vite retombés dans les ornières de la planification traditionnelle en raison de l'incohérence interne des programmes et de la résistance de l'appareil bureaucratique, voire de l'ensemble des acteurs économiques.

Les premières années de la *perestroïka* économique

Le processus de libéralisation engagé dans la sphère politique depuis 1985 a eu d'importants prolongements dans le domaine économique à partir de 1986. L'ensemble porte incontestablement la marque d'une volonté de transition vers un système autre, dans lequel les processus de marché seront amenés à jouer un plus grand rôle. Mais les contours exacts de cette nouvelle version du « socialisme de marché » sont loin d'être clairs et les retours en arrière ont été nombreux face à une décomposition accélérée du système et aux résistances, populaires ou bureaucratiques, que suscitent les réformes.

— **Le secteur coopératif.** Introduit officiellement par une loi de 1986 sur la propriété individuelle, qui précise les activités dans lesquelles pourront exercer les coopératives, le secteur coopératif s'est développé grâce à l'impulsion majeure de la *loi de 1988 sur les coopératives*, partie intégrante de la « restructuration radicale » décidée par le Plénum du Parti en juin 1987. Leur création est libre et n'est pas soumise à autorisation préalable ; elles sont autorisées à prendre en location les équipements des entreprises d'Etat. En dépit d'une animosité croissante de toutes les catégories à leur égard — à cause des accusations de « spéculation » dont elles font l'objet, puisqu'elles se livrent souvent à des activités d'arbitrage⁽¹⁹⁾, généralement mal vues dans un contexte général de rationnement —, et en dépit des restrictions apportées, dans de nombreuses républiques, à leur activité — réduction du nombre des secteurs éligibles (décembre 1988), moindre liberté de fixation des prix (avril 1990), imposition lourde des profits⁽²⁰⁾ —, les coopératives ont proliféré : on en dénombrait 193 400 au 1er janvier 1990 ; elles occupaient 4,8 millions de personnes (3,5 % des actifs) et réalisaient un chiffre d'affaires total de 40,5 milliards de roubles, soit 4,5 % du PNB) (Crosnier, 1990). Cependant, il faut noter que quatre coopératives sur cinq ont été créées au sein d'entreprises existantes et sont, en fait, des sous-traitants, ce qui pourrait, à terme, transformer profondément le secteur des entreprises d'Etat, par contagion de l'intérieur, mais se traduit aussi, à court terme, par une tension sur la main-d'œuvre, souvent détentrice d'emplois dans les deux secteurs, mais beaucoup mieux rémunérées dans les coopératives.

— **Les entreprises d'Etat.** La *loi sur l'entreprise d'Etat* de juin 1987 est la première décision concrète de « restructuration radicale ». Cette loi confère à l'entreprise une autonomie économique, dont les moyens lui sont cependant déniés, puisqu'elle ne dispose librement ni de ses prix de vente, ni des quantités de ressources qu'elle utilise. La loi introduit également des principes d'auto-gestion, en particulier l'élection des dirigeants par un conseil des salariés de l'entreprise ; ce choix

(19) En octobre 1989, une loi a cependant interdit aux coopératives d'acheter des produits dans le secteur d'Etat pour les revendre.

(20) L'imposition des profits est à présent du ressort des républiques (février 1990) ; toutefois, le pouvoir central a plafonné l'impôt sur la valeur ajoutée des coopératives (Crosnier, 1990).

reste cependant soumis à l'approbation des autorités. En outre les objectifs de production sont assouplis et en partie remplacés par un système de commandes de l'Etat. En pratique, cette loi n'a pas eu de grands effets, à cause de son caractère de demi mesure, des pesanteurs bureaucratiques, et d'une série d'amendements apportés depuis, en particulier la suspension, en août 1989 et jusqu'à la fin de 1990, de la pratique des prix « contractuels »⁽²¹⁾ pour de nombreux produits de consommation.

Malgré ces incertitudes et ces retours en arrière, le secteur d'Etat donne des signes, encore très embryonnaires, d'évolution. D'une part, une loi entrée en vigueur en janvier 1990 autorise la *location d'entreprises* à leurs salariés, voire à des personnes privées extérieures à l'entreprise ou à des *joint-ventures*. D'autre part, les entreprises sont autorisées à émettre des « actions » sans droit de vote, qui ne sont pas des droits de propriété sur l'entreprise, mais sont rémunérées en fonction des résultats, et des obligations, dont certaines sont rémunérées en biens rationnés. Toutefois, ces formes de financement sont strictement limitées et ne semblent pas devoir se généraliser, en raison de l'existence de formes moins onéreuses de financement par les banques d'Etat.

Avant même son entrée en vigueur effective dans l'ensemble du secteur d'Etat, la loi de 1987 a été remplacée par une nouvelle *loi sur les entreprises*, votée en juin 1990, qui concerne, cette fois, toutes les entreprises, indépendamment de leur forme juridique. Cette loi renforce l'autonomie de gestion des entreprises et institue un « conseil de gestion » composé paritairement de représentants des propriétaires et de délégués du « collectif des salariés ». Elle doit entrer en vigueur en janvier 1991.

— Pour suppléer aux allocations planifiées centralement, que l'on a assouplies, et faire face aux difficultés croissantes d'approvisionnement, les autorités ont encouragé le développement d'un **marché inter-entreprises**. Celui-ci est, pour l'instant, limité à des expériences locales de « centres commerciaux » et de ventes aux enchères de biens intermédiaires. Pour faciliter la diffusion de cette innovation, le Gosnab a créé une *banque pour le développement du commerce de gros*, qui, toutefois, connaît des débuts difficiles en raison de l'hostilité des autres banques.

— Le **système bancaire** d'Etat n'a que très peu évolué, en dépit de la séparation formelle en 1988 entre la banque centrale et les cinq établissements sectoriels. Ces banques demeurent les exécuteurs du plan et des décisions de financement des autorités centrales. En revanche, on assiste à un développement rapide du nombre de banques coopératives, malgré une réglementation dissuasive et une imposition confiscatoire des bénéfices (70 à 80 % du bénéfice brut).

(21) La pratique des prix « contractuels », instaurée par la loi sur l'entreprise de 1987 permettait aux entreprises de fixer librement certains de leurs prix de vente à l'intérieur d'une fourchette définie par le plan.

Depuis le début de l'été 1990, le système monétaire évolue très rapidement, mais de manière confuse. Plusieurs républiques (à ce jour, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, la Moldavie, la Russie et l'Ukraine) ont revendiqué une autonomie monétaire que M. Gorbatchev leur dénie (30 juillet). D'autre part, la détention et l'usage du dollar ont été presque complètement libéralisés, ce qui accentue encore la fuite devant la monnaie.

— Dans l'**agriculture**, il n'est pour l'instant pas question de privatisation ; mais la *loi sur les baux* de février 1990 ouvre la possibilité pour les fermes collectives et les fermes d'Etat de louer des terres à long terme (60 ans) à des particuliers et à leurs héritiers ou à des coopératives. Cette loi ne semble pas avoir profondément modifié les comportements, les paysans demeurant réticents à l'égard d'une formule qui reste très en-deçà de l'appropriation privée.

— Une **imposition directe** des revenus issus des activités privées (coopératives surtout) a été mise en place en 1987. Le barème est progressif (Hewett, 1988). Mais la pratique de modifications récurrentes et arbitraires des taux de prélèvements des autorités centrales et régionales sur les profits des entreprises, sur les ventes et sur les revenus a été reprise depuis. En 1990 un véritable code fiscal a cependant été adopté ; il comprend une imposition des bénéfices des entreprises, selon des règles proches de celles en vigueur dans les pays occidentaux ⁽²²⁾, et une taxe uniforme sur les ventes, les recettes étant réparties entre le budget fédéral et ceux des républiques selon des proportions prédéterminées, ce qui correspond à un affaiblissement considérable des pouvoirs de l'échelon fédéral.

Même s'il constitue, dans la lettre, un progrès substantiel sur la voie de la libéralisation économique, cet ensemble de mesures est loin de former un tout cohérent. Les droits de propriété n'ont pas été définis clairement et la nature même du système vers lequel s'efforce de tendre ce programme, récemment rebaptisé « réforme radicale modérée », est assez obscure. Surtout, après une phase d'assouplissement des règles en matière de fixation des prix, les autorités ont décidé, fin 1989, de reprendre complètement le contrôle. Pour l'heure, l'économie reste donc encore un système administré, avec des difficultés croissantes.

L'indispensable stabilisation

Devant les risques d'inflation ouverte qui se sont fait jour pendant l'année 1989 — les salaires nominaux ont augmenté de 9 %, les rationnements se sont étendus... —, le gouvernement fédéral a adopté, en décembre 1989, un programme de redressement (dit « *programme Rykov* »), qui prévoit une augmentation rapide de l'offre de biens de consommation, par augmentation de l'investissement dans ce secteur, reconversion d'entreprises d'armement et augmentation des importa-

(22) Toutefois, une « norme » de profit subsiste, au-delà de laquelle les bénéfices sont taxés à des taux très fortement progressifs.

tions. Cette réorientation s'accompagne d'un retour au système des *commandes d'Etat*, équivalant à des objectifs obligatoires, pour une fraction substantielle de l'industrie. La plus grande souplesse de fixation des prix introduite par les « prix contractuels » a d'autre part été abrogée pour de nombreux produits de consommation ; enfin, la progression des salaires est sévèrement contrôlée par une politique de revenus fondée sur des pénalités fiscales, sans grand résultat cependant. Globalement, ce programme constitue donc un retour en arrière sur la voie de la libéralisation.

Quant au « *plan Abalkine* », adopté simultanément et définissant les étapes de la transition vers un « système d'économie mixte de marché planifié », il n'a connu qu'un début d'application avec l'augmentation de certains prix (carburants) en janvier 1990. Le 15 mars, M. Gorbatchev annonçait cependant une radicalisation du processus de réforme et une thérapie de choc : augmentation échelonnée et libéralisation d'une partie des prix de détail, accompagnée d'indemnités forfaitaires versées à la population (Crosnier, 1990). Pourtant, les augmentations de prix prévues pour permettre la suppression des subventions budgétaires et régler ainsi partiellement le problème du déficit public, ont été repoussées *sine die*.

Au terme de ces hésitations et revirements, la situation demeure extrêmement confuse. Les revendications croissantes d'autonomie des républiques contribuent, avec les grèves et la désorganisation du système de transport, à accroître les difficultés d'approvisionnement des entreprises et laisse prévoir une baisse de la production en 1990, encore aggravée par les directives contradictoires émanant des différents organes dirigeants. La stabilisation macroéconomique n'est pas entamée, malgré les mesures autoritaires adoptées en matière de prix et de salaires. Actuellement, deux programmes antinomiques sont, simultanément, en préparation : l'un, soutenu par le Premier ministre Ryjkov, reprend les grandes orientations du plan Albalkine et privilégie la transformation par étapes ; l'autre, proposé par B. Elstine, Président du parlement de la Fédération russe, envisage une transition rapide (« 500 jours ») vers un véritable système de marché, dont les caractéristiques font encore l'objet de discussions. D'ores et déjà, cependant, la Fédération russe s'est prononcée en faveur du second, auquel semble s'être rallié M. Gorbatchev ; mais la décision ne sera prise par le Soviet suprême qu'en septembre ou octobre. Au milieu de tant d'incertitudes, les déséquilibres s'aggravent et les tendances centrifuges des républiques s'affirment.

Achevé de rédiger le 7 septembre 1990.

Références bibliographiques et sources

- BIT : *Annuaire de statistiques*, différentes années.
- CEDUCEE, 1990 : « Principales données socio-économiques de l'URSS et des quinze républiques », *Courrier des pays de l'Est*, n° 349, avril.
- CROSNIER Marie-Agnès, 1990 : « Désarroi et crise d'autorité en URSS », *Courrier des pays de l'Est*, n° 349, avril.
- Economist Intelligence Unit, 1990 : *USSR Country Report*, n° 1, mars.
- Encyclopedia Universalis, 1990 : *Atlas statistique 1990, Chiffres du monde*, Paris.
- Eurostat : Différentes publications statistiques (CE).
- FMI, 1990 : *World Economic Outlook*, mai.
- HEWETT Ed A., 1988 : *Reforming the Soviet Economy, Equality versus Efficiency*, Brookings Institution, Washington, D.C.
- INED : *Annuaire statistique*, différentes années, et *Population et sociétés*, juillet 1989.
- LAVIGNE Marie, 1979 : *Les économies socialistes soviétiques et européennes* (2^e édition), Armand Colin (Collection « U »), Paris.
- LAVIGNE Marie, 1990 : « L'URSS dans la crise », *Chroniques de la SEDEIS*, XXXIX, n° 6, 15 juin.
- MADDISON Angus, 1989 : *The World Economy in the 20th Century*, Development Centre Studies, OCDE, Paris.
- OCDE, 1990a : *Financial Market Trends*, n° 45, février.
- OCDE, 1990b : *Perspectives économiques*, n° 47, juin.
- ONU (UN) : *Annuaire statistique*, différentes années.
- ONU (UN) : Economic Commission for Europe (ECE) : *Economic Survey of Europe*, différentes années.
- OXENSTIERNA Suzanne, 1990 : *From Labour Shortage to Unemployment ? Swedish Institute for Social Research*, monographie n° 12, Université de Stockholm.
- SAPIR Jacques, 1989 : *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.